crédit photo : Pixabay

Le pouvoir de l'identité dans un *monde sans frontières*

SOCIÉTÉ

Par Moncef Guitouni PDG, Centre de psychologie préventive et de développement humain[1]

Résumé
Dans un monde où la mondialisation est largement implantée, est-il possible de rester soi-même, de maintenir notre appartenance culturelle et nationale? Cet article présente certains effets de la mondialisation sur nos sociétés et insiste sur l'importance de la formation dans une optique de renforcement identitaire afin de faire face à cette réalité. Comment garder en éveil la sauvegarde de nos identités? Cet article aborde ces questions sans détour.

Dans les années 1970, peu de personnes se seraient intéressées à la question de l'identité humaine du point de vue de la mondialisation car, à cette époque, on ne parlait pas encore de ce phénomène. Pourtant, déjà à ce moment, il m'apparaissait capital d'alerter les jeunes, notamment les étudiants en administration, à l'importance et à la conscience de leur identité afin de relever les défis des années 2000. Pressentant la nécessité d'aller vers ce qu'on appelle la qualité totale et optimale, je m'étais permis, déjà en 1977, d'en faire ressortir l'importance, mais également de situer le contexte dans lequel cette qualité devrait s'implanter pour éviter des contre-coups néfastes. En ce sens, je mentionnais l'urgence pour l'administrateur :

> **« [...] d'intégrer dans son activité de gestion et de direction, la notion primordiale du respect de l'homme en tant qu'être humain et non pas de dénigrer ceux qui n'appartiennent pas à des classes privilégiées et valorisées. Nous ne pouvons former un peuple et maintenir la qualité d'un peuple avec le principe de la quantité, il faut atteindre la qualité »**
> **(Guitouni, 1977, p.136).**

À l'époque, plusieurs spécialistes de l'économie y ont vu de l'exagération. Pour eux, ce sujet n'avait rien à voir avec la réalité économique d'alors. Pourtant, si nous sommes incapables de réfléchir, de comprendre et de prévoir, nous devenons vite dépassés par les événements. Parler aujourd'hui de l'identité face à la mondialisation montre que nous sommes en retard de quelques années sur ceux qui l'ont pensée et planifiée bien avant nous.

La préoccupation majeure de ces pesonnes est de s'accaparer d'un pouvoir pour augmenter leurs moyens de s'enrichir et de disposer d'outils d'influence. Leur objectif est de maintenir leur position de force dans le but de relever tous les défis des règles de l'économie, de la productivité et de la consommation et conserver, entre les mains de groupes spécifiques, la richesse dans des régions précises afin de diriger le monde à distance sans être obligés de faire la guerre. Si guerre il y a, ce sera celle de petites nations en mal de vivre et sans identité. D'ailleurs, actuellement, nous connaissons une cinquantaine de conflits mondiaux sans compter toutes les petites guerres qui font souffrir des populations entières et qu'on appelle les guerres oubliées, dont on parle très peu.[2]

La mondialisation peut facilement mener à un colonialisme camouflé.

Le processus est simple : avec le temps, les gens réalisent qu'ils n'ont plus rien, ni biens, ni capacité économique, ni appartenance, ni sentiment d'existence, ni même une identité. Anonymes à travers le monde, et oubliés par les nations, tout ce qu'ils peuvent faire est de consommer le peu de ressources à leur disposition et de se reproduire. Si la richesse ne grandit pas au même rythme que la population, il ne leur reste, avec le temps, qu'à se « manger entre eux ». Ce phénomène a été observé chez les animaux de laboratoire, mais s'est déjà produit chez des humains placés devant des situations extrêmes, par exemple en Europe vers le XVe siècle où, privés de nourriture, des gens en sont venus à pratiquer le cannibalisme. C'est ainsi qu'en position de survie, les principes moraux ne résistent pas à la force du déséquilibre humain.

Or, il y a tout lieu de croire que la mondialisation peut facilement mener à un colonialisme camouflé, une domination des nations au nom de la liberté, un appauvrissement des peuples au nom de la compétitivité.

Pouvoir et mobilité des entreprises

Quelles frontières s'ouvriront à cette mondialisation? Il y aura la libre circulation des biens et des finances ainsi que la possibilité de déplacer des usines et des entreprises d'un pays à l'autre sans obligation de rendre des comptes.[3] Là se situe le risque d'un colonialisme clandestin. Des pays comme le Canada, ayant atteint un certain équilibre économique, ont établi des règles sociales pour protéger les droits de la population et lui assurer un certain bien-être. De ce fait, les entreprises sont tenues d'assumer des obligations coopératives face à leurs employés. La mondialisation vient faciliter leur tâche pour exercer une pression sur les gouvernements et la société au nom de la compétitivité, de la rentabilité et de la concurrence mondiale. Comment peuvent-elles continuer à être compétitives si elles doivent sauvegarder les droits sociaux et la stabilité économique? Une entreprise s'expose à ne plus trouver le financement nécessaire pour répondre aux règles du marché international. De plus, nous risquons d'être envahis par les produits étrangers, moins chers, qui nous empêcheront de développer les nôtres et de prendre un essor enviable.

Toutes ces variables amènent les dirigeants d'entreprises à trouver des prétextes pour exercer leur pouvoir au nom de la mondialisation. Il leur suffit de démontrer que les règles du marché exigent une baisse des frais pour plus de rentabilité, une amélioration dans la qualité du produit, un environnement social stable, un marché fiable pour l'écoulement du produit mais surtout, et c'est là le point crucial, une restriction des coûts et des charges sociales. La situation économique actuelle facilite les choses : nous vivons une crise et plusieurs pays sont prêts à récupérer les entreprises intéressées à changer de milieu.

Cette concurrence et cette pression sont dangereuses, car elles peuvent appauvrir ceux qui croyaient s'enrichir ainsi. La société et les employés sont mis sous la pression du capital : il est maintenant facile de faire sentir aux travailleurs que s'ils ne cèdent pas, s'ils n'acceptent pas de transformer leurs habitudes et leurs coutumes, ce qui les attend, c'est le chômage ou la fermeture de l'entreprise.

Dans le processus de la mondialisation, les frontières sont aisément franchissables permettant de s'installer et même de s'imposer dans des pays qui ont besoin de richesses et de développement économique. Cette faille amène plusieurs entreprises et hommes d'affaires à exercer non seulement un pouvoir sur les enjeux politico-économiques, mais à devenir les nouveaux exploiteurs des populations, car il est facile, dans ces pays, de faire fi des lois sociales afin d'obtenir une meilleure rentabilité.

Pourtant, tout cela était prévisible depuis des années et plusieurs le savaient, y compris les syndicats. Des experts, dont je suis, ont alerté la population du danger engendré par ce type de mondialisation. S'il est vrai que plus on est grand, plus on est important, il ne faut toutefois pas oublier que celui qui s'agrandit prend la place d'un ou de quelques autres. Comment ces derniers vont-ils se développer si on les repousse, les appauvrit ou les colonise?
Au nom de la compétitivité

et de l'essor économique mondial, des auteurs comme Porter (1990) propagent l'idée que l'avenir appartient aux êtres intelligents, aux personnes les plus éduquées et formées qui ont réussi à développer des compétences exceptionnelles. Pour lui, les vrais facteurs de compétitivité reposent sur l'éducation, la qualité de la recherche, l'exigence des clients, la densité du tissu industriel, l'intensité de la concurrence, et ils se construisent grâce au dynamisme de l'innovation.

Comment relever ce défi quand, depuis les années 1970, on a proposé à la population des choix éducatifs qui minimisent les difficultés et éliminent tout ce qui peut frustrer ou heurter? Depuis ce temps, on conseille aux parents de refréner leur autorité, de se méfier de la discipline et d'éviter tout ce qui pourrait traumatiser leurs enfants; de là découlent permissivité, facilité et laisser-aller. Dans les années 1980, on s'est appliqué à vendre la société des loisirs et des plaisirs et on a laissé croire que l'État Providence se chargerait du reste. Voilà que s'ajoutent dans les années 1990, la mondialisation, la qualité totale et optimale ainsi que l'ISO 9000.

Pouvons-nous croire sérieusement qu'il n'y ait eu aucune planification derrière tout cela, voire un certain complot? Nos dirigeants et nos responsables ont-ils été d'une imprévoyance telle que le monde a avancé alors qu'ils continuaient à ruminer leurs frustrations au nom de la liberté et du droit de la personne de vivre à sa façon, sans réaliser que « vivre » implique le respect des règles qui s'imposent? Que reste-t-il? Chômage, décrochage scolaire, familles disloquées, manque total d'éthique, absence d'objectifs, de conscience politique et sociale, ignorance des responsabilités et des devoirs. Au nom de la soi-disant vie nouvelle des années 1970 et 1980, on a pensé que pour former une identité, il suffisait de répondre aux besoins et aux satisfactions de chacun en leur laissant le libre choix. Cela m'amenait à écrire, en 1977, que l'homme :

> **« [...] subissait auparavant l'autorité aveugle et il était limité dans ses mouvements et ses actions; aujourd'hui, il a une impression de liberté, parce qu'il peut choisir à travers l'abondance dans une consommation à outrance. À travers ce défoulement, il est loin de voir comment il a été conditionné à perdre jusqu'à la notion même de son identité humaine pour devenir conforme aux besoins de la production » (Guitouni, 1977, p.128).**

Mondialisation et faiblesse identitaire

De nos jours, l'identité des gens se résume à celle de consommateurs, de profiteurs, d'égoïstes et d'imprévoyants. Les grands financiers, ceux qui disposent des moyens économiques et veulent maintenir leurs richesses sans rien attendre de l'État, ont pris en charge leur destin et ont compris qu'il faut profiter de cette faille dans le manque d'identité. Cette brisure dans la conscience et l'intelligence humaine, dans les structures sociales et politiques permet aux gestionnaires d'exploiter cette fragilité sous le couvert de la mondialisation, du libre-échange, de l'élimination des nations et du nationalisme. La raison qui motive ces gens de pouvoir est d'avoir la liberté d'action, de disposer de la libre circulation des biens et de déplacer ainsi leurs entreprises et leurs usines, rendant leurs capitaux insaisissables d'une manière telle qu'aucun pouvoir politique ou social n'est capable de les contrôler véritablement.[4]

Nous sommes arrivés au stade où il faut récupérer notre identité pour assurer notre survie.

S'il est vrai que la mondialisation et le libre échange donnent la chance à des entreprises d'exceller et de se développer, cela ne peut se faire sans l'existence d'une richesse nationale, d'un tissu exceptionnel de chercheurs et de penseurs, donc d'une qualité éducationnelle supérieure qui permettrait à la population d'évoluer et de progresser. Nos dirigeants syndicaux, nos politiciens et nos gestionnaires ne doivent-ils pas dé-

sormais se solidariser pour créer cette richesse, la maintenir et la développer? Sans cela, à qui profitera réellement la mondialisation, la libre circulation des biens et services et le libre-échange sinon à ceux qui les ont pensés, planifiés et développés? Si nous ne sommes pas préparés, si nous n'avons pas appris à nous battre et à exister, nous sommes voués à nous faire consommer. Depuis plus de 20 ans, je répète que l'avenir de l'humanité passe par le renforcement de son identité. Le temps m'a donné raison. Aujourd'hui, on assiste à des faits navrants: presque 43% de décrochage scolaire[5], 14% de jeunes en difficulté, sans parler des problèmes dans les familles et dans la société, du chômage et du départ d'entreprises en dehors du Québec. Certains regrettent le passé et l'État-Providence, le plaisir et la satisfaction perdus plutôt que de mettre leurs énergies pour récupérer leur identité et retrouver leurs forces créatrices comme ont su le faire les pionniers qui ont bâti le Québec. D'autres dépriment et cherchent un coupable à leurs malheurs, mais dans la mondialisation, il y a peu de considération pour les démunis; seuls les plus intelligents, les mieux formés et les plus aptes réussiront à vivre et à survivre.

Rapatrier notre identité

D'où l'importance du renforcement de l'identité. En effet, nous sommes arrivés au stade où il faut récupérer notre identité pour assurer notre survie et la développer pour commencer à rebâtir. Il ne s'agit pas de faux-fuyants. On ne peut se contenter d'exploiter les richesses, on doit se réajuster et rapatrier ce qu'il nous reste avant de tout perdre. Il est urgent qu'on se reprenne en main avec un sens de la responsabilité et un goût de l'action, en acceptant de sacrifier le superflu pour se redonner la chance d'appartenir aux sociétés civilisées et pouvoir transmettre à nos jeunes un héritage comportant, au minimum, un intérêt pour leur avenir.

Cette urgence de retrouver et de renforcer notre identité n'est plus une affaire personnelle. Elle doit se situer à trois niveaux: l'identité de l'individu, l'identité sociale et l'identité nationale. On doit agir parce que dans le contexte de la mondialisation, il n'y a aucun plan préétabli pour l'identité de quelque nation ou d'un quelconque individu, car le rôle de la mondialisation est de ne laisser aucune place à tout ce qui est petit et de faire obstacle à tout ce qui se veut autonome et indépendant.

Il est difficile de juger si les penseurs de la mondialisation l'ont fait par stratégie ou par naïveté. Ils rappellent, dans une certaine mesure, les communistes qui voulaient propager leur idéologie à travers le monde et préconisaient une société où tous pensent et fonctionnent de la même façon. Les principes économiques actuels ne prônent-ils pas la même idée? On le sait très bien : il faut toujours un leader ou un leadership quelque part pour mener à terme un projet. Or, la mondialisation est en train d'enlever le pouvoir aux individus, aux groupes et aux nations de décider de leur vie et de leur culture d'appartenance. En effet, dans ce processus de mondialisation, aucun pays n'aura réellement le contrôle sur ses produits, ni aucune société sur sa culture et ses coutumes. Des entreprises clandestines, voire invisibles, peuvent ainsi propager, à travers l'espace médiatique et des télécommunications, des orientations en raison de l'ouverture des frontières. Plusieurs financiers et chefs d'entreprises ont compris qu'avec un nombre suffisant de satellites et en prenant assez de place dans les réseaux de communication, ils peuvent concentrer le pouvoir entre les mains de quelques personnes capables de diriger l'économie, les finances et la production. Ainsi, la structure mentale des peuples risque d'être sous contrôle : d'autres influenceront leurs goûts, leurs choix et leurs pensées. Il restera à leur fournir le produit en question et ainsi voir s'accroître la richesse des entreprises multinationales et internationales.

Si l'identité humaine, l'identité sociale et l'identité nationale continuent à se laisser aller dans ce fonctionnement social, il y aura, dans l'avenir, des peuples et des sociétés qui seront ignorés et mis de côté. Certains perdront des richesses auxquelles ils étaient habitués, d'autres subiront l'injustice et le colonialisme clandestin à travers le prétendu développement de nouvelles richesses. Tout cela ouvrira la porte à des mouvements revendicateurs

de la protection de la spécificité, de l'appartenance et de la liberté. Nous revivrons une instabilité, voire peut-être des révolutions comme l'Histoire l'a enseigné. Nous voilà, encore une fois, obligés de revenir à la case départ et de tout reprendre à zéro.

Pour les droits de l'identité

Pourtant, tout cela peut être évité. Prenons l'exemple du Québec. Si nous arrivons à améliorer la qualité de la formation et de l'éducation, et si nous pouvons y introduire, autant que possible, le germe de l'innovation, nous arriverons à établir dans la structure mentale sociale des objectifs auxquels les gens pourront s'identifier et avec lesquels ils sentiront une appartenance. Ainsi, nous pourrons créer une identité sociale forte où le rôle de chacun changera d'objectif : plutôt que de se cantonner chacun dans son autorité et dans son pouvoir fonctionnel, nous assumerons notre responsabilité en tant que personnes engagées dans la société, travaillant et participant à un projet de société, et contribuant ainsi à une cohérence dans l'action avec un espoir face à l'avenir. Cela ne peut pas s'instaurer si l'identité n'est pas libérée d'une structure mentale axée sur la facilité, le laisser-aller, l'individualisme et l'égoïsme dans un processus de permissivité et d'irresponsabilité. Si nous arrivons à libérer les identités, nous pourrons nous engager dans l'innovation, la réflexion et l'action.
Pour devenir responsables, il faut d'abord nous libérer de cette image de personnes injustement traitées et de tout ce qui entrave nos actions. Il faut arriver à nous reprendre en main. Si nous avons conscience de cette nécessité, au lieu de rester accrochés à l'État Providence, ce qui au fond n'est qu'une continuité de l'enfance, nous renforcerons notre identité personnelle. À travers ce qui est social et personnel, nous devons développer l'identité nationale pour créer une cohésion dans la population; une cohésion d'appartenance à son terroir et à son territoire, une cohésion de fierté et de dignité, mais aussi de confiance envers son pays afin de croire en l'importance de ce que nous faisons et ferons pour le futur. Cette cohésion de base d'une identité globale, incluant celle de la personne, de la société et de la nation, aura pour effet de contrebalancer les excès de la mondialisation.

Nous sommes à la croisée de chemins qui exige de la part de chacun la récupération de nos identités.

Je ne suis pas contre le libre échange ni contre le principe de la libre circulation des biens et services, mais je désapprouve une mondialisation qui feraient fi des droits des identités humaine, sociale et nationale. Dans ce sens, je m'oppose totalement à tout système qui s'arrogerait le pouvoir de décider du sort des peuples. Si nous continuons à fonctionner de la sorte, le processus de mondialisation donnera un pouvoir absolu aux hommes d'affaires, aux entreprises et aux financiers. L'État n'existera plus, les règles juridiques et sociales de chaque État deviendront sans fondement et sans pouvoir décisionnel parce que ceux qui exploitent ou abusent sont insaisissables, invisibles et qu'aucun individu ne peut se défendre contre une ombre.

Nous sommes à la croisée de chemins qui exige de la part de chacun la récupération de nos identités. Si nous retrouvons cette force de l'identité, nous aurons le pouvoir de ne plus subir, mais aussi de limiter l'abus de l'autre et de l'obliger à reconsidérer ses positions.

Porter (1990) insistait sur la nécessité de l'intelligence, de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. J'ajouterais que l'être humain n'a pas intérêt à subordonner toutes ces aptitudes à l'entreprise, à la rentabilité et à la productivité. Lorsqu'il développe une intelligence globale qui touche à la fois la qualité de l'être humain, de la société et de l'économie et qu'il oriente l'éducation vers le perfectionnement de sa formation, mais aussi vers le développement de sa culture et de sa civilisation, le pouvoir économique peut toujours avoir sa pleine capacité de fonctionnement, et cela sans risquer de détruire la personne et la société.

À partir de là, nous pouvons

dire que cette nouvelle intelligence, cette éducation actualisée, cette approche renouvelée de la recherche et de l'innovation peuvent servir non pas à faire obstacle à la mondialisation, mais plutôt à la rendre plus respectable et plus respectueuse. Il s'agit d'en limiter les dégâts et de ne pas les subir à travers notre ignorance et notre incapacité de nous défendre.
Le pouvoir d'une identité forte dans le futur, c'est de savoir comment devenir un consommateur averti et un téléspectateur intelligent : ce qui signifie se libérer du conditionnement à distance, récupérer son pouvoir de décision et de choix puis neutraliser les influences de destruction de ses origines, de son appartenance et de son existence même.

Une fois l'identité globale entre nos mains, c'est-à-dire identité humaine, sociale et nationale renforcée, nous pouvons contrecarrer le pouvoir médiatique et même agir sur lui pour être respectés. Ainsi, en protégeant notre culture, en sachant choisir et bien comprendre notre avenir, nous deviendrons des gens moins dépendants de la satisfaction d'une vie facile. Nous serons, du coup, plus conscients de l'importance de certaines privations pour préserver notre dignité et notre identité. Un peuple, une société ou un être humain qui n'a pas de dignité, pas de fierté et pas d'identité, n'a pas non plus d'existence réelle. ■

Références

Guitouni, M. (1977). L'administrateur au service de la nation. Dans SROH (Éd.), *Du Normal au réel* (pp. 124-138). Montréal : Les Éditions de la SROH.

Guitouni, M. (2009). Les défis des jeunes en contexte de mondialisation. *Psychologie préventive*, 43, 15-18.

Martin, E. (2008). *Paul Collier : Le milliard du bas.* www.libreafrique.org/node/441

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2008). *Taux de décrochage du secondaire, en formation générale des jeunes, selon le sexe, par région administrative et ensemble du Québec*. Québec : Gouvernement du Québec.

Porter, M. (1990) *Enquête sur la concurrence des nations*. Havard L'expension, 59,13-33.

Ramonet, I. (2007). Les dossiers de la mondialisation. *Le monde diplomatique*. www.monde-diplomatique.fr/mav/91.

Notes

1 La première parution de cet article remonte à 1994. Des références postérieures à cette date ont été ajoutées au texte.

2 Selon Collier (2007, voir Martin 2008) : les conflits ont touché ou touchent encore 73% des gens qui vivent dans les pays du « milliard du bas ». Les guerres civiles sont causées par trois facteurs : un revenu faible, une croissance faible et la présence de matières premières (qui rendent en définitive le pays dépendant). Plus le revenu est faible, plus la guerre civile est longue. Le coût de la guerre civile s'élève en moyenne à 64 milliards de dollars, avec une croissance annuelle négative de - 2,3 %. Cela sans compter les morts, les déplacements de populations occasionnant des recrudescences de maladies et une érosion accrue des libertés.

3 Blinder (2007, voir Guitouni, 2009) estimait « que la révolution industrielle par la technologie risque de provoquer l'exode de 40 millions d'emplois américains au cours des 10 ou 20 prochaines années » (p.16).

4 « A la traditionnelle question : " Qui gouverne? ", un commissaire européen avait un jour répondu, dans un accès de franchise : « Ce sont les marchés », sous-entendu « pas les gouvernements ». Du moins si l'on entend par « gouverner » prendre les décisions qui structureront la vie des sociétés, donc, en particulier, les décisions d'ordre économique et financier. Toutefois les marchés financiers, entités anonymes, comptent aussi parmi leurs acteurs majeurs les très grandes entreprises, bien identifiées, elles, et dont la gestion de la trésorerie est parfois plus rentable que l'activité de production. Ces entreprises sont désormais « globales », et le chiffre d'affaires de nombre d'entre elles est très supérieur au budget de plusieurs dizaines d'Etats. Elles ignorent les frontières, sauf pour jouer un Etat contre un autre en fonction des avantages qu'ils peuvent leur consentir» (Ramonet, 2007).

5 En 2007-2008, le taux de décrochage (sorties sans qualification ni diplôme) du secondaire, en formation générale des jeunes pour l'ensemble du Québec est : 31,4 % pour les garçons et 20,2 % pour les filles (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs. Institut de la statistique du Québec, 2008).